

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Economie

L'OCDE abaisse sa prévision de croissance mondiale

Mercredi, l'Organisation de coopération et de développement économiques a annoncé que la croissance était revue à la baisse ... • (Page 08)

Zara

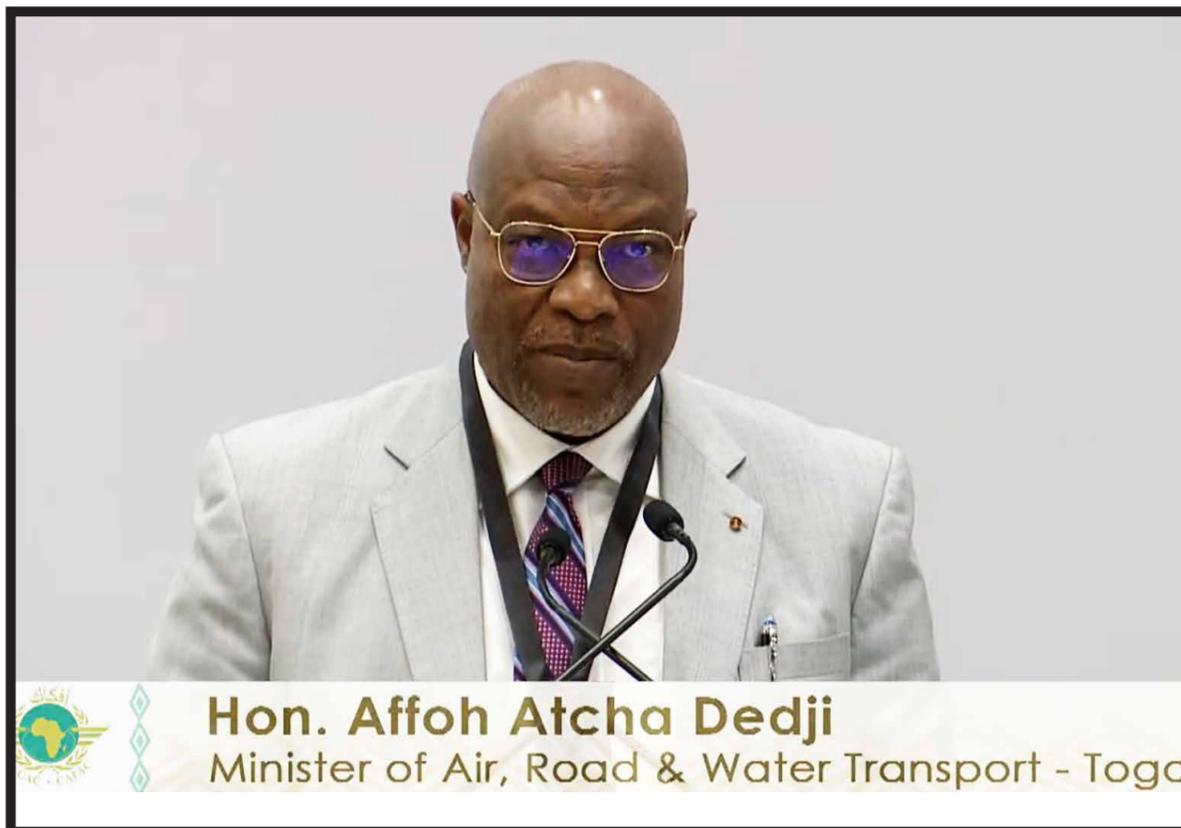
La fille du fondateur va prendre la tête du groupe

Marta Ortega, fille du multimilliardaire Amancio ... • (Page 08)



33ème session de la Commission africaine de l'aviation civile • (Page 03)

Le Togo prône l'adhésion au MUTAA



Hon. Affoh Atcha Dedji
Minister of Air, Road & Water Transport - Togo

Secteur de l'énergie • (Page 05)

Total Togo devient TotalEnergies Marketing Togo

Reprise post-covid

La Banque mondiale prend le pouls des entreprises

Selon un rapport de la Banque mondiale en date du 22 novembre 2021, les ... • (Page 04)

UEMOA

Le Togo valide le plan d'action communautaire de la TNT

Le Togo et les Etats membres de l'UEMOA ont adopté un plan d'action pour l'achèvement de la transition ... • (Page 02)

Omicron

Appel à un accès universel aux vaccins

Le président du Cap Vert, José Maria Neves, s'est joint jeudi 02 décembre 2021, à la communauté du développement pour appeler à un accès universel urgent aux vaccins comme moyen ... • (Page 06)

Colloque international

La Côte d'Ivoire abrite le siège du ROGAM - CEDEAO

Abidjan, la capitale ivoirienne a abrité du 29 au 30 novembre 2021, un colloque ... • (Page 11)



SETIF - TOGO Sarl - U

Société d'Etude Topographique Immobilière et d'Expertise Foncière
Immobilier Général, Génie Civil, Travaux Publics, Import - Export

Route de séminaire - Agoè après la Cour d'Appel, à côté de l'IPP

(+228) 22 40 40 46
(+228) 92 06 85 06
Lomé - TOGO

togsetif@gmail.com
www.setifogo.tg

...Nous comptons bien être fidèle ...Nous comptons bien être fidèle ...Nous comptons bien être fidèle ...

Reprise post-covid

La Banque mondiale prend le pouls des entreprises

Selon un rapport de la Banque mondiale en date du 22 novembre 2021, les entreprises, et en particulier les PME, continuent de subir le choc économique provoqué par la pandémie du covid-19.



● Eyram AKAKPO

Alors que l'économie mondiale se relève progressivement de la pandémie de COVID-19, la fragilité de la reprise est chaque jour menacée par de nouveaux variants, foyers épidémiques et rebonds des contagions. Afin d'éclairer l'élaboration de politiques publiques à même de stimuler une reprise du secteur privé tirée par la productivité, la Banque mondiale a « pris le pouls » des entreprises de 76 pays grâce à plusieurs séries d'enquêtes destinées à rendre compte de l'impact de la COVID-19 sur leurs performances depuis le début de la pandémie (les Business Pulse Surveys et les Enterprise Surveys). Une reprise en U de l'activité des entreprises : Le redémarrage de l'activité est un premier signe encourageant révélé par les enquêtes. Trois entreprises sur quatre qui avaient fermé temporairement au cours des premiers mois de la pandémie sont à nouveau en activité. Bien que le chiffre d'affaires des entreprises soit encore inférieur de 28 % aux niveaux antérieurs à la pandémie, il s'agit d'une amélioration significative par

rapport à la baisse de 41 % enregistrée dans les mois qui ont immédiatement suivi le début de la crise, ce qui suggère une courbe de reprise en forme de U. Malgré les perturbations des chaînes de production mondiales, les exportateurs se redressent plus rapidement que les autres entreprises, même si leurs ventes sont aussi moins importantes qu'auparavant. Davantage d'entreprises se mettent au numérique : De plus en plus de sociétés, dont notamment celles tournées vers l'import-export, ont misé sur les technologies numériques pour s'adapter à la crise. La proportion d'entreprises ayant intensifié leur recours à des technologies numériques est passée de 31 % dans les premiers mois de la pandémie à 44 % environ 7 à 12 mois après le début de la crise, tandis que la part de celles ayant réalisé de nouveaux investissements dans des solutions numériques est passée de 17 à 29 %. Il est encourageant de constater que les microentreprises féminines ont été beaucoup plus enclines à utiliser des plateformes digitales que leurs homologues masculins. Les embauches reprennent, mais lentement : Nos en-

quêtes montrent que si les entreprises sont moins nombreuses à réduire leurs effectifs, le rythme de la reprise de l'emploi reste lent par rapport au déclin initial. La part des firmes diminuant le temps de travail ou les salaires est passée de 44 % au début de la crise à 32 % quelques mois plus tard. Il s'agit certes d'une amélioration, mais le nombre d'emplois recréés est encore bien inférieur aux destructions enregistrées au début de la pandémie. Malgré le redémarrage de l'activité, le passage au numérique et une certaine embellie de l'emploi, l'incertitude persistante et les vulnérabilités financières restent les plus grandes menaces pour une reprise durable et plus équitable. De fait, les entreprises interrogées font état d'un sentiment d'incertitude qui ne faiblit pas plus d'un an après le début de la pandémie. De même, les fragilités financières sont toujours une menace : alors que 37 % des entreprises disent avoir désormais surmonté le risque de retards de paiement des premiers mois de la pandémie, 30 % sont à présent en situation d'arriérés de paiement ou en passe de le devenir.

AUX DECIDEURS...

Le réseau routier affecte les écosystèmes

La mission d'intégration des économies africaines repose sur le développement et la construction d'infrastructures majeures, des routes aux voies ferrées et aux ports à travers le continent.

De nombreux chercheurs affirment que ces développements routiers à grande échelle auront des effets néfastes sur les écosystèmes naturels. Ils s'inquiètent d'une réduction de la disponibilité et de la connectivité des habitats. Les routes peuvent également entraîner des changements dans l'utilisation des terres, créer un accès illégal à des zones auparavant inaccessibles et entraîner des conflits entre les personnes et la faune.

Malgré les inquiétudes et les spéculations sur les impacts environnementaux du futur développement routier en Afrique, il y a eu jusqu'à présent très peu d'évaluations systématiques des preuves de ces impacts.

Il a été constaté que les effets signalés des routes étaient généralement liés à la couverture terrestre (changement de type ou dégradation) et à la biodiversité (impacts sur la composition ou la distribution des espèces).

Les résultats suggèrent que la présence de routes, même à l'intérieur des zones protégées, peut constituer une menace importante pour les espèces. Les interactions entre les routes et les espèces n'étaient pas les mêmes dans toutes les régions.

Dans de nombreux cas, les routes étaient associées à une diminution de l'abondance des animaux. Les principales raisons étaient que les routes étaient un obstacle au mouvement des animaux et qu'elles donnaient aux chasseurs et aux braconniers l'accès à des habitats auparavant inaccessibles. Certains réseaux routiers ont restreint l'aire de répartition des animaux.

Mais toutes les espèces n'ont pas répondu de la même manière. Certains animaux – comme les gorilles, les bovidés, les carnivores et parfois les éléphants – n'évitaient pas toujours les zones proches des routes. Au lieu de cela, ils ont utilisé les routes comme couloirs de déplacement ou même comme sites d'alimentation. Cependant, dans la plupart des études publiées dans notre revue, ces mécanismes étaient généralement spéculés et nécessitaient des études à long terme rigoureuses supplémentaires pour la validation.

L'examen a montré que les routes, en particulier les routes principales, avaient également une forte influence sur les modes d'utilisation des terres. Lorsque les routes ont créé des liens avec des terres, des marchés, des villes et des opportunités économiques auparavant inaccessibles, elles ont stimulé des activités telles que l'agriculture et l'exploitation forestière. Les routes ont également accru la dégradation des terres dans de nombreuses régions, provoquant souvent l'érosion et la perte de sol.

L'examen a révélé que la zone d'effet de route était généralement comprise entre 1 km et 7 km pour les grands mammifères. Les animaux de ces zones peuvent être contraints de restreindre leurs déplacements et ainsi de réduire la taille de leur domaine vital.

Le développement futur des routes favorisera très probablement les processus de transformation du paysage jusqu'à 10 km des routes. Les effets secondaires des routes (comme la poursuite du développement routier), comme en Amazonie, peuvent s'étendre bien plus profondément dans les principaux habitats naturels. Le développement des routes peut favoriser les activités économiques locales et les transitions des terres agricoles vers les zones bâties. On peut s'attendre à une expansion des terres cultivées autour des routes principales qui donnent accès aux marchés. De nouvelles routes peuvent augmenter l'exploitation forestière, provoquant une déforestation substantielle et un changement d'utilisation des terres vers l'agriculture à grande échelle.

Lorsque les impacts potentiels du futur développement routier n'ont pas été pris en compte et que le développement a déjà commencé ou terminé, il peut être tard pour les efforts de conservation dans certaines zones, en particulier si le statut de protection officiel n'est pas attribué assez rapidement.

L'intervention aux phases de conception et de construction du développement routier est essentielle pour atténuer bon nombre des effets que nous avons trouvés dans cette étude. Les premières phases devraient identifier des itinéraires alternatifs pour éviter les zones à haute valeur écologique. Compte tenu de la taille du réseau de transport envisagé pour le continent africain, notre étude appelle une réponse panafricaine.

Lorsque le développement routier ne peut être évité dans les zones écologiquement sensibles, des stratégies d'atténuation efficaces doivent être élaborées. Les planificateurs de la conservation et les praticiens de l'évaluation de l'impact environnemental jouent un rôle essentiel dans ce processus. Si le passé est une indication de l'avenir, le développement de nouvelles routes aura une forte influence sur la répartition des espèces et les modèles d'occupation des sols en Afrique subsaharienne. L'identification de la manière dont ces impacts se développent permet aux planificateurs de mieux prévoir où et dans quelles conditions les routes pourraient constituer un problème sérieux pour différentes espèces et écosystèmes de manière plus générale.

KPATIDE Komlan

Baromètres Togo

Référentiel	Valeur	Sources
Superficie :	56 600 km ²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	Valeur	Sources
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

33ème session de la Commission africaine de l'aviation civile

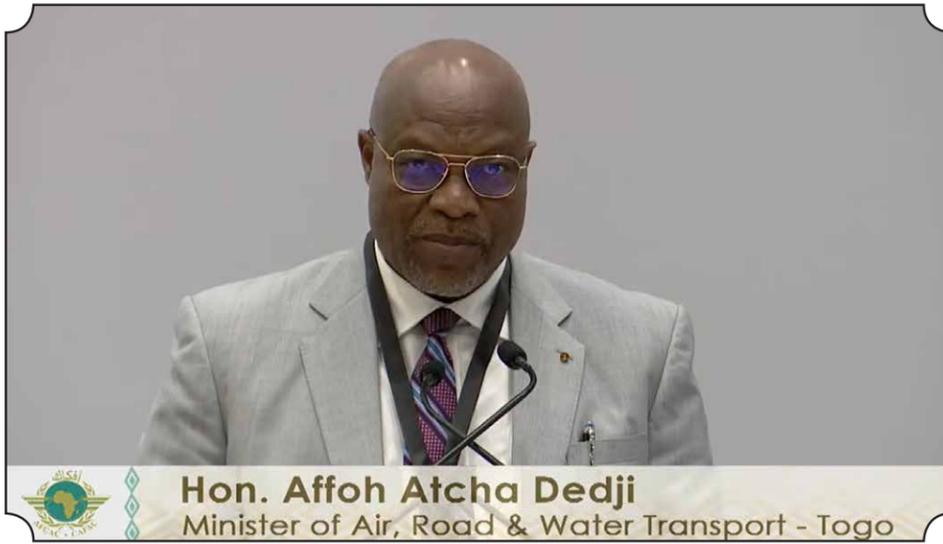
Le Togo prône l'adhésion au MUTAA

Les travaux de la 33ème session plénière de la Commission africaine de l'aviation civile (Cafac) se sont tenus du 1er au 3 décembre 2021 à Kigali au Rwanda. Occasion pour le Togo, de rappeler aux Etats africains l'importance d'une adhésion massive et rapide au Marché unique du transport aérien en Afrique (MUTAA).

• Joël YANCLO

L'événement a été officiellement ouvert par le Président Paul Kagame. La pandémie du Covid19 ayant eu un impact négatif sur le secteur de l'aviation partout dans le monde, il était temps d'unir les forces pour la relance effective du secteur. Le ministre en charge des transports au Togo Affoh Atcha Dedji qui y a participé au nom de l'État, a prononcé une allocution du Président Faure Gnassingbé. Celle-ci, met en exergue les avantages du Marché unique du transport aérien en Afrique (MUTAA) et encourage au nom du Chef de l'État, les autres pays à y adhérer afin d'accélérer son opérationnalisation. En effet, le Marché unique africain reste un levier vital pour le bon fonctionnement de la

zone continentale africaine de libre-échange et pour d'autres projets de l'Agenda 2063 de l'UA. Une initiative de l'Union africaine visant à créer un seul marché unifié du transport aérien en Afrique, à libéraliser l'aviation civile sur ce continent et à y impulser l'intégration économique. Lors de la commémoration du cinquantième anniversaire de l'OUA/UA en 2013, les dirigeants de l'Union africaine (UA) ont exprimé le désir de donner un nouvel élan plus ambitieux au programme de développement et d'intégration socio-économique du continent. Au cours de cet événement, l'Agenda 2063 de l'Union africaine (UA) a été élaboré, il comprend certains projets phares sélectionnés en fonction de leur fort potentiel à changer définitivement



la face de l'Afrique pendant cette période. Parmi ces projets figurent la création d'un marché unique du transport aérien africain et l'adoption d'un passeport africain. Les avantages de la création du Marché unique du transport aérien africain s'inspirent de la réussite de marchés libéralisés sur d'autres continents - le Marché unique européen

du transport aérien et les marchés libéralisés des transports aériens latino-américains (Chili, Costa Rica et Brésil). Le transport aérien peut ouvrir et relier les marchés, rendre les échanges commerciaux plus fluides et permettre aux entreprises africaines de s'intégrer aux chaînes d'approvisionnement mondiales. Il joue un rôle particulière-

ment important dans la production industrielle en flux tendus mondiale et permet aux marchés concernés de recevoir plus rapidement les produits frais des communautés agricoles. Améliorer la connectivité aérienne contribue à accroître la productivité, encourage les investissements et l'innovation, améliore les opérations

commerciales et leur efficacité. Le transport aérien joue un rôle fondamental dans le tourisme, un service aérien de qualité permet l'arrivée d'un plus grand nombre de touristes dans une région ou un pays particulier. Le Marché unique du transport aérien africain repose sur une politique de libéralisation totale. Il est prévu que cette libéralisation améliore les niveaux de service aérien, renforce la concurrence entre les itinéraires ce qui entraînera des tarifs plus compétitifs, stimulera le volume des trafics supplémentaires, favorisera le tourisme, le commerce, les investissements et d'autres secteurs de l'économie et entraînera un accroissement de la productivité et une augmentation de la croissance économique et de l'emploi.



• En marge des plénières, le ministre Affoh Atcha Dedji a échangé avec son collègue Rwandais des infrastructures Claver Gatete



Baromètres Togo

Référentiel	Valeur	Sources
Superficie :	56 600 km ²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)
Sources : Populationdata	
Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance :	5,1 (2019)
Pib/hbt :	672 Dollars US
Taux d'inflation :	1,7 (2019)
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)
Dette publique :	72% du Pib (2018)
Taux de chômage :	3,4% (2015)
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)
Notation financière :	« B » (Mai 2019)
IDH :	0,503 / 1 (2017)
Sources : Populationdata	

Energie

Total Togo devient TotalEnergies Marketing Togo

La nouvelle appellation et identité visuelle de "Total Togo" qui sont désormais "TotalEnergies Marketing Togo" ont été dévoilées au public le vendredi 3 décembre 2021 à Lomé.



• Bernard AFAWOUBO

Dans la dynamique de devenir un acteur majeur de la transition énergétique au plan mondial, la société "Total" change d'appellation et d'identité visuelle et devient "TotalEnergies". Au Togo, sur décision unanime des actionnaires, désormais le nom "Total Togo" devient "TotalEnergies Marketing Togo" et ceci à partir du 1er décembre dernier. A en croire Frédéric Maupéti, Directeur général de TotalEnergies Marketing Togo, la décision du changement d'appellation et d'identité visuelle est la déclinaison du changement de nom qui a été opéré par la maison-mère le 28 mai 2021. Pour imprimer dans son identité, sa stratégie de transformation en compagnie multi-énergies, engagée à produire et fournir des énergies toujours plus abordables, disponibles et propres, Total change de nom et devient "TotalEnergies". « Notre marque, c'est cette alchimie. Elle matérialise la nature de nos relations avec l'ensemble de nos parties prenantes. Nous sommes donc fiers d'avoir une marque qui puisse exprimer avec force le chemin que nous construisons avec les populations. Le nom TotalEnergies, c'est un seul nom, mais au pluriel, pour dire toutes les énergies et tous les talents qu'elle incarne. Le logo,

c'est le "T" et le "E" de TotalEnergies qui dessinent un symbole, le chemin des énergies. Ce chemin, c'est un chemin dont le tracé est en mouvement. Il part de notre origine, Total et conduit vers la nouvelle marque TotalEnergies. Se réinventer pour fournir plus d'énergies avec moins d'émissions de gaz à effet de serre, l'ambition de TotalEnergies porte déjà des fruits » a-t-il indiqué. Selon Nestor Honyiglo, Directeur réseau, TotalEnergies a lancé dès 2016, un programme emblématique d'équiper de panneaux solaires 4 500 de ses stations à travers le monde, dont plus de la moitié le seront en Afrique d'ici fin 2022. A ce jour, plus de 1000 de ces lieux de vie ont été "solarisés" et rendus plus autonomes dans leur consommation électrique. Au Togo, la société a déjà équipé 32 de ses stations de panneaux solaires. 18 autres

vont être équipées en 2022 pour une puissance totale de plus de 500 kWc. « Grâce à l'appui de nos partenaires, nous collectons les huiles de vidange dans nos stations et sur nos sites industriels. Cette opération permet non seulement d'éviter tout risque de pollution de surface, mais aussi d'offrir à ces huiles une seconde vie auprès des industriels, en leur fournissant un combustible moins émetteur en CO₂ que le charbon. En 2021, ce sont plus de 50 000 litres d'huile usagée qui seront ainsi valorisés », a précisé Honyiglo. TotalEnergies se donne pour ambition de faire partie des cinq plus grands producteurs mondiaux d'énergies renouvelables à l'horizon 2030. Aussi dans cette nouvelle dynamique, TotalEnergies Marketing Togo s'engage à œuvrer au développement local et durable.



UEMOA

Le Togo valide le plan d'action communautaire de la TNT

Le Togo et les Etats membres de l'UEMOA ont adopté un plan d'action pour l'achèvement de la transition numérique. Cette validation a été faite à la faveur de la réunion des ministres chargés de la communication des États membres de l'espace, présidée par le Togo.

• Vivien ATAKPABEM

Dans le cadre de l'opérationnalisation de la télévision numérique terrestre (TNT), les Etats membres de l'UEMOA adoptent un plan d'action. Les ministres en charge de la communication se sont réunis le jeudi 02 décembre 2021. Sur la table des participants à cette rencontre virtuelle, la question de la transition de l'analogique vers le numérique pour l'audiovisuel. Présidée par le Prof. Akodah Ayéwouadan, ministre togolais de la communication et des médias, elle a permis aux Etats membres de l'union de faire le point de la mise en œuvre du processus et d'adopter un plan d'action pour l'achèvement de la transition numérique en leur sein. Avec ce document, la voie est ainsi balisée pour la transition de l'analogique vers le numérique pour l'audiovisuel. L'objectif à terme est de doter les pays d'un cadre juridique adapté, qui permettra aux radiodiffuseurs télévisuels, publics comme privés, d'évoluer dans un environnement propice. En rappel, la TNT, Télévision Numérique Terrestre, est une technologie de diffusion qui permet de recevoir la télévision numérique en haute définition, par une antenne râteau,



• Prof. Akodah Ayéwouadan, ministre togolais de la communication et des médias

par le biais d'une parabole, d'un câble, de l'ADSL ou de la fibre optique. Au Togo, il est prévu, la mise en place d'une société nationale de télédiffusion (TDT) devant prendre en charge la gestion des émetteurs et autres installations TNT. Aussi, le Togo vient d'achever l'évaluation du patrimoine des structures

publiques de production et de diffusion (TVT, Radio Lomé, Radio Kara et ANPA) ; une étape qui ouvre la voie à la mise en place de la société togolaise de télédiffusion (TDT) devant prendre en charge la gestion des émetteurs et autres installations TNT.



Électrification rurale

Déploiement des 50 000 lampadaires connectés

Annoncé en avril dernier à la suite de la visite du Président de la République en France, le déploiement des 50 000 lampadaires solaires connectés dans plusieurs centaines de villages ruraux non-électrifiés au Togo va se matérialiser. L'entreprise tricolore Sunna Design, retenue lors de l'entente conclue à Paris, l'a annoncé ce vendredi, informe republiquetogolaise.com

• Junior AREDOLA

Le contrat signé avec le gouvernement et inscrit dans le cadre du projet Cizo, porte sur un montant de 40 millions d'euros, entièrement financé par le Trésor français. Dans les détails,

il consistera en la fourniture et l'installation pendant deux ans, puis la maintenance sur 12 ans, des lampadaires solaires intelligents. Le déploiement se fera de manière progressive et raisonnée, avec en premier lieu des localités prioritaires préalable-

ment identifiées et étudiées. Une plateforme transparente de suivi du déploiement et de la performance des équipements sera également mise à disposition des pouvoirs publics, notamment de l'Agence togolaise d'électrification rurale et des énergies renouvelables (AT2ER).

Baromètres Togo

Investissement Direct Etranger	2016	2017	2018
Flux d'IDE entrants (millions USD)	-46	88	102
Stocks d'IDE (millions USD)	1.474	1.772	1.790
Nombre d'investissements greenfield***	2	1	2
IDE entrants (en % de la FBCF****)	21,0	n/a	n/a
Stock d'IDE (en % du PIB)	39,7	n/a	n/a

Source : CNUCED - Dernières données disponibles. Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

Indicateurs du commerce extérieur	2015	2016	2017
Importations de biens (millions USD)	2.127	2.382	2.527
Exportations de biens (millions USD)	1.227	1.290	1.138
Importations de services (millions USD)	n/a	397	n/a
Exportations de services (millions USD)	n/a	530	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	13,7	-3,5	3,7
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	0,2	5,2	0,4
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-1.033	n/a	n/a
Commerce extérieur (en % du PIB)	109,8	105,6	100,0
Importations de biens et services (en % du PIB)	67,6	62,8	59,5
Exportations des biens et services (en % du PIB)	42,2	42,8	40,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles



ClimSA

PROGRAMME INTRA-ACP SUR LES SERVICES CLIMATIQUES ET APPLICATIONS CONNEXES

Une initiative de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique financée par l'Union européenne

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

CLIMSA'21 : Les acteurs des services climatiques des six régions de l'OACPS sur les trois continents se réunissent au forum inaugural du Programme ClimSA

Bruxelles, 2 décembre 2021/OEACP. Plus de 400 participants des membres de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP) et de l'Union européenne (UE) se sont réunis pour prendre part au forum inaugural ClimSA'21 les 15, 16 et 18 novembre 2021. Cet événement entièrement virtuel, dont le thème était « Connecter les fournisseurs et les utilisateurs d'informations climatiques dans les régions ACP », a été accueilli par le gouvernement de la République du Kenya.

Le Forum ClimSA'21 est une activité du programme Intra-ACP sur les services climatiques et les applications connexes (ClimSA), qui a été lancé en mars 2021. Ce programme, doté d'un budget de 85 millions d'euros sur six ans, est une initiative conjointe de l'OEACP et de l'UE.

Le programme ClimSA intra-ACP a été créé pour soutenir la chaîne de valeur des services d'information climatique dans les États Membres de l'OEACP, en fournissant une assistance technique et financière, des infrastructures et un renforcement des capacités pour améliorer et élargir l'accès aux informations climatiques et leur utilisation.

Le premier forum ClimSA, ClimSA'21, a été organisé pour identifier et définir les besoins des parties prenantes dans les cinq secteurs ciblés que sont l'agriculture et de la sécurité alimentaire, la gestion des ressources en eau, la santé publique, l'énergie et la réduction des risques de catastrophes. ClimSA'21 a permis aux parties prenantes de partager leurs expériences sur l'utilisation de l'information climatique, les défis auxquels elles ont été confrontées et leurs besoins actuels en matière d'information et de services climatiques afin de progresser vers une amélioration durable des conditions sociales et économiques dans les secteurs et territoires sensibles au changement climatique.

Le premier Forum ClimSA a formulé les neuf recommandations opérationnelles suivantes :

- Renforcer les capacités des systèmes d'aide à la décision (DSS) pour les priorités sectorielles du Cadre mondial pour les services climatiques (GFCS) ;
- Améliorer les moyens de diffusion des informations climatiques aux niveaux régional, national et communautaire ;
- Accroître la capacité à développer une agriculture intelligente face au climat dans les secteurs concernés ;
- Renforcer les systèmes d'alerte précoce (SAP) de bout en bout, y compris les SAP communautaires ;
- Organiser un atelier régional entre les experts climatiques et les représentants des secteurs socio-économiques pour définir et valider les besoins des utilisateurs ;
- Encourager les Centres Climatiques Régionaux à étendre leurs services à tous les secteurs prioritaires du GFCS ;
- Mettre en place des plateformes de collaboration entre les secteurs du climat et de la santé afin de promouvoir la co-conception et la co-production ;
- Mettre en œuvre l'initiative du système d'état et de perspectives hydrologiques (hydrosos) ;
- Aider les services hydro-météorologiques nationaux (NHMS) à développer leur capacité institutionnelle afin d'étendre leur mandat à l'ensemble des priorités sectorielles du GFCS.

Pour plus d'informations :

Dr. Dieudonné Faka, Team Leader Intra-ACP ClimSA

Email: nsadisa.faka@acp.int

Visitez notre site web : www.climsa.org Suivez-nous sur Twitter : <https://twitter.com/intraacpclimsa>

Cliquez pour voir l'article complet sur le site Web de l'OEACP (uniquement disponible en anglais) : <https://bit.ly/3xKZxaq>



ClimSA

PROGRAMME INTRA-ACP SUR LES SERVICES CLIMATIQUES ET APPLICATIONS CONNEXES

Atténuer l'impact d'Omicron

Appel à un accès universel aux vaccins

Le président du Cap Vert, José Maria Neves, s'est joint jeudi 02 décembre 2021, à la communauté du développement pour appeler à un accès universel urgent aux vaccins comme moyen d'atténuer l'impact d'Omicron et d'autres variantes du virus Covid-19.



● Nicole ESSO

L'Organisation mondiale de la santé a classé vendredi 03 décembre 2021, Omicron comme une « variante préoccupante » de Covid-19, ce qui signifie qu'il pourrait être plus contagieux que d'autres mutations connues. Le président Neves a déclaré aux participants à la Conférence économique africaine de 2021 que, bien que le monde doive vivre avec Covid-19 pendant quelques années, « nous devons agir pour fabriquer notre propre vaccin et médicaments pour faire face à cette pandémie et à d'autres pour venir. Nous devons trouver des mécanismes innovants de financement et de gestion du développement durable, sinon nous décevrons les jeunes Africains. « La lutte contre la pandémie de Covid-19, en plus d'être interne à chaque pays, est en même temps une lutte mondiale, qui nécessite des solutions collaboratives mondiales. Tout le monde y gagne si les pays les moins développés disposent des conditions nécessaires pour surmonter cette grave crise sanitaire, économique et sociale et pour tirer parti de leur développement durable », a déclaré Neves. La 16e édition de la Conférence éco-

nomique africaine se tient dans un format hybride à Sal, Cabo Verde et en ligne. Il rassemble un large éventail de parties prenantes, notamment des décideurs politiques, des institutions de développement, le secteur privé et des chercheurs, pour discuter des moyens de développer durablement les sources de financement du développement du continent. Rui Figueiredo Soares, ministre des Affaires étrangères du Cap-Vert, a observé avec inquiétude la situation actuelle de la pandémie. « Elle frappe tous les pays sans exception, c'est pourquoi cette conférence organisée avec le soutien de la Banque africaine de développement, du Programme des Nations Unies pour le développement et de la Commission économique pour l'Afrique, ne pouvait pas mieux tomber. Dans un message vidéo, Amina Mohammed, secrétaire générale adjointe de l'ONU, a déclaré que l'inégalité des vaccins pourrait coûter des milliards de dollars aux pays africains. "L'Afrique ne peut pas se remettre seule de la pandémie, nous avons besoin d'une solidarité mondiale", a-t-elle déclaré. Antonio Pedro, secrétaire exécutif adjoint de la Commission économique pour l'Afrique, a averti : « L'échec à lutter contre la

pandémie grâce à l'accès universel aux vaccins engendrera des variantes plus résistantes et plus puissantes, menaçant l'effort mondial de lutte contre le virus. L'émergence récente de la variante Omicron du virus Covid-19 illustre mon propos. » Il a attribué l'émergence de la variante Omicron à « une réponse mondiale non coordonnée à la pandémie ». "La possibilité de variantes nouvelles et plus virulentes, couplée à des chocs climatiques imminents, appelle à une réponse mondiale plus coordonnée à la pandémie, soutenue par des mécanismes de financement audacieux et innovants", a ajouté Pedro. Kevin Urama, économiste en chef par intérim et vice-président, Gouvernance économique et gestion des connaissances, à la Banque africaine de développement, a souligné comment la pandémie continuait d'avoir un impact socio-économique énorme sur l'Afrique. Il a déclaré que la Banque était prête à soutenir les pays africains dans la reconstruction de leurs économies. « Cela a accru le besoin de réformes nationales transformatrices. Les défis du financement du développement de l'Afrique doivent être relevés collectivement », a-t-il déclaré.

Maroc-Nigéria

Le projet de gazoduc onshore et offshore avance à grand pas

Le Maroc a annoncé récemment qu'il avait achevé ses plans/préparatifs pour développer le projet de gazoduc Maroc-Nigeria (NMGP). Un nouveau gazoduc régional onshore et offshore qui vise à acheminer les ressources de gaz naturel du Nigeria au Maroc à travers l'Afrique de l'Ouest et du Nord.

Le NMGP devrait fournir des ressources en gaz naturel du Nigeria à 13 pays d'Afrique de l'Ouest et du Nord dans le prolongement du gazoduc existant en Afrique de l'Ouest (WAGP) entre le Nigeria, le Bénin, le Togo et le Ghana. Le royaume chérifien a également indiqué avoir mis en place une division

aval de Office national des hydrocarbures et des mines (ONHYM), organisme public représentant ses intérêts dans le domaine de l'exploration et de la production des hydrocarbures et des ressources minières, et qui est en charge du projet NMGP. Par ailleurs, la multinationale espagnole Naturgy Energy

Group a annoncé le 10 novembre dernier qu'elle était en pourparlers avec le Maroc et l'Algérie pour éventuellement obtenir une extension de l'accord de transit de gaz pour l'approvisionnement en gaz algérien dans le Gazoduc Gaz-Maghreb-Europe (GME) via le Maroc vers l'Espagne.

Fusions-acquisitions en Afrique

La valeur des deals clôturés a déjà atteint 58,2 milliards \$

La valeur des fusions-acquisitions bat des records cette année en Afrique. Mais derrière cette performance se dissimulent de petites fragilités, comme un nombre moins important de transactions.

La valeur des fusions-acquisitions déjà clôturées en 2021 en Afrique a atteint la somme de 58,2 milliards \$, a appris l'Agence Ecofin d'une analyse des données de marchés. C'est le niveau d'activité le plus élevé pour le secteur sur le continent, depuis 2017. Aussi bien en Afrique du Nord que subsaharienne, des records ont été battus. Au Maghreb, la valeur des fusions-acquisitions clôturées a atteint 7,35 milliards \$, tandis qu'en Afrique subsaharienne les 50,8 milliards \$ d'opérations clôturées sont au-dessus des 34,4 milliards \$ pour l'ensemble de la période allant de 2018 à 2020. Cette dernière année a été particulièrement mauvaise pour les activités du secteur, avec 10,46 milliards \$ de fusions-acquisitions clôturées. Cette performance record



pour l'Afrique dissimule cependant de petites fragilités. Elle repose déjà sur 176 transactions contre 322 pour l'ensemble de l'année 2020. Cela peut induire comme hypothèse que se sont de gros deals qui ont tiré les valeurs vers le haut et non une dynamique d'ensemble. Aussi, l'essentiel de la valeur des transactions se concentre sur le troisième trimestre pour l'Afrique subsaharienne, et le troisième et le quatrième trimestre pour l'Afrique du Nord. Il est aussi important

de relever que certaines des opérations ont constitué des annulations de transaction. Mais une majorité plus importante d'acquisitions ont été confirmées. La valeur des fusions-acquisitions en Afrique devrait continuer de progresser. Au total, ce sont 332 deals qui y ont jusqu'ici été annoncés, pour une valeur elle aussi record de 72,55 milliards \$, selon des informations fournies par Capital IQ.

Avec Agence Ecofin

Côte d'Ivoire-Afrique du Sud

11 recommandations pour relever le niveau des échanges commerciaux

En marge de la visite du président sud-africain Cyril Ramaphosa en Côte d'Ivoire, un forum économique Côte d'Ivoire-Afrique du Sud a démarré le 2 décembre 2021 entre les hommes d'affaires des deux pays. L'objectif est de présenter les opportunités d'affaires de la Côte d'Ivoire aux opérateurs économiques sud-africains, qui à leur tour ont mis en exergue les secteurs susceptibles d'être renforcés dans le cadre de la coopération bilatérale.

Le président de la Confédération générale des entreprises de Côte d'Ivoire, Jean Marie Ackah, et son homologue sud-africain Avhaatou Rathogu ont formulé, à l'issue de deux jours de travaux, onze (11) recommandations dans le cadre de la coopération entre les hommes d'affaires des deux pays. L'harmonisation du cadre de coopération, le soutien des champions nationaux, l'impulsion des partenariats nouveaux pour booster le volume des échanges et les invitations des entreprises sud-africaines à participer au PND 20216-2026 de la Côte d'Ivoire sont, entre autres, les recommandations formulées au cours de ce rendez-vous économique de deux jours. Les échanges globaux entre les deux pays s'élèvent à plus de 640 millions de dollars en 2020, contre plus de 502 millions de dollars l'an-

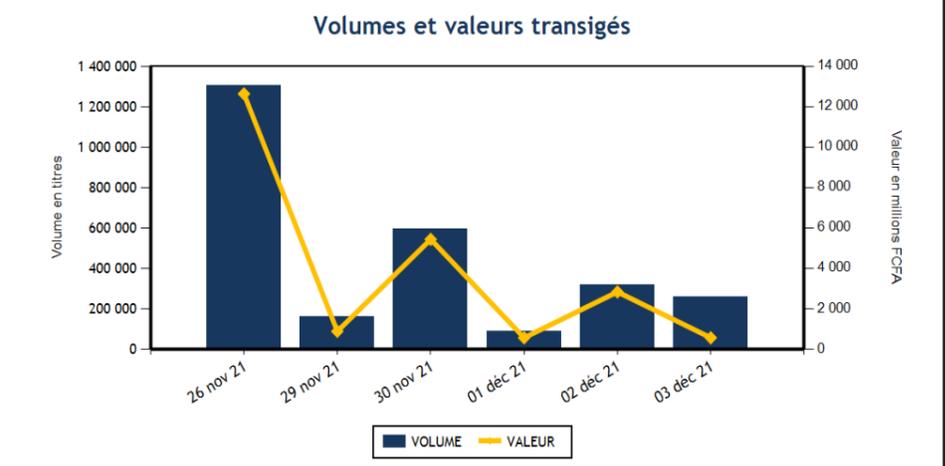
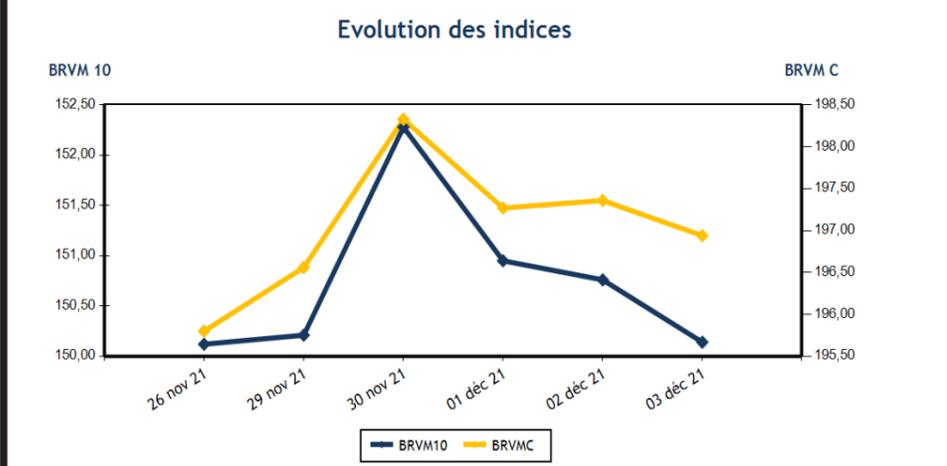


née précédente. L'Afrique du Sud a un marché de consommation de plus de 60 millions d'habitants et importe, déjà de la Côte d'Ivoire, le caoutchouc, la noix de cajou, le bois et le cacao transformés, les huiles essentielles et les produits plastiques. Il exporte en retour vers Abidjan les biens d'équipement et de consommation, des produits pharmaceutiques, les produits pétroliers et chimiques, les matériaux de construction, des papiers. Le marché du Palmier à huile, dont l'Afrique du sud importe 330

millions de tonnes, pourrait intéresser la Côte d'Ivoire, selon le ministre sud-africain du Commerce, de l'Industrie et de la Concurrence, Ebrahim Patel. Pour sa part, le premier ministre ivoirien Patrick Achi a appelé les entreprises des deux pays à jouer d'agilité et de coopération pour garantir de nouveaux modèles de développement. Saluant la présence de MTN, Stanbic, Rangold, South African Airways, etc. qui connaissent déjà bien le marché ivoirien où ils opèrent.

Avec financialafrik.com

BRVM 10	150,14	 BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE N° 232 vendredi 3 décembre 2021 Site : www.brvm.org	BRVM Composite	196,94
Variation Jour	↓ -0,41 %		Variation Jour	↓ -0,21 %
Variation annuelle	↑ 14,72 %		Variation annuelle	↑ 35,47 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	5 924 606 845 981	-0,22 %
Volume échangé (Actions & Droits)	257 601	286,82 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	552 802 344	114,57 %
Nombre de titres transigés	42	0,00 %
Nombre de titres en hausse	15	-6,25 %
Nombre de titres en baisse	17	30,77 %
Nombre de titres inchangés	10	-23,08 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	7 094 352 030 292	-0,09 %
Volume échangé	1 480	-99,41 %
Valeur transigée (FCFA)	13 278 000	-99,48 %
Nombre de titres transigés	5	0,00 %
Nombre de titres en hausse	0	-100,00 %
Nombre de titres en baisse	2	
Nombre de titres inchangés	3	-25,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SICOR CI (SICC)	4 675	7,47 %	280,08 %
VIVO ENERGY CI (SHEC)	900	5,88 %	50,00 %
SAFCA CI (SAFC)	620	5,08 %	121,43 %
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 585	4,62 %	40,89 %
BANK OF AFRICA BN (BOAB)	5 900	4,42 %	59,68 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BOLLORE (SDSC)	2 270	-7,35 %	46,45 %
SODE CI (SDCC)	4 300	-4,44 %	43,81 %
NEI-CEDA CI (NEIC)	550	-4,35 %	139,13 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	1 050	-4,11 %	110,00 %
SAPH CI (SPHC)	5 170	-3,72 %	269,29 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	102,75	0,05 %	183,45 %	10 220	42 297 305	21,77
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	446,66	-0,63 %	8,82 %	30 497	340 640 285	7,77
BRVM - FINANCES	15	72,94	0,62 %	21,59 %	204 124	146 878 874	14,05
BRVM - TRANSPORT	2	550,53	-7,24 %	45,38 %	1 229	2 845 455	9,18
BRVM - AGRICULTURE	5	243,92	-2,45 %	181,86 %	3 505	11 769 505	15,37
BRVM - DISTRIBUTION	7	442,28	0,45 %	95,33 %	8 019	8 365 880	27,80
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	888,40	2,86 %	157,14 %	7	5 040	4,17
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	14,12	
Taux de rendement moyen du marché	6,06	
Taux de rentabilité moyen du marché	6,87	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	95	
Volume moyen annuel par séance	320 335,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 752 608 766,55	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	2,25	
Ratio moyen de satisfaction	52,03	
Ratio moyen de tendance	2 316,94	
Ratio moyen de couverture	4,32	
Taux de rotation moyen du marché	0,02	
Prime de risque du marché	1,18	
Nombre de SGI participantes	27	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

 Bénin Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin Avenue Charles de Gaulle Cotonou CI BP 2000 Cotonou Tél : (229) 21 31 21 20 Fax : (229) 21 31 20 77	 BURKINA FASO Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso 01 BP 102 Ouagadougou 01 Tél : (226) 25 30 87 73 Fax : (226) 25 30 87 19	 CÔTE D'IVOIRE Douane Régionale des Valeurs Mobilières Plateau, 18 Avenue Joseph ANOMA 01 BP 3002 Abidjan 01 Tél : (225) 25 31 55 50 Fax : (225) 20 52 47 77	 GUINÉE-BISSAU Chambre de Commerce, d'Industrie, d'Agriculture et des Services de Coûte Bissau, Avenue Pansau Nalena CP 88 Bissau Tél : (246) 320 16 52 Fax : (246) 320 16 52	 MALI Immeuble SONAVEL AGI 2000 Hamdallaye B.P. E. 1360 - Bamako Tél : (223) 44 90 16 10 Fax : (223) 44 90 18 11	 NIGER Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture du Niger, Place de la concertation BP 13 200 Niamey Tél : (227) 20 73 88 82 Fax : (227) 20 73 88 47	 SENEGAL 7, Rue Jean Mermoz BP 4600, Dakar - Plateau Tél : (221) 33 821 15 18 Fax : (221) 33 821 15 06	 TOGO 4801, Boulevard G. GNASSINGBE Eyadéma, Immeuble 503 Togo BP 3062 Lomé Tél : (228) 22 44 23 16 Fax : (228) 22 28 23 41
---	--	---	--	--	---	--	--

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86. Fax : +225 20 32 66 84. Mail : brvm@brvm.org. Site Web : www.brvm.org

Economie

L'OCDE abaisse sa prévision de croissance mondiale

Mercredi, l'Organisation de coopération et de développement économiques a annoncé que la croissance était revue à la baisse. Elle a exhorté le monde à distribuer les vaccins.

La priorité économique, c'est le vaccin: l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a exhorté mercredi les États à accélérer le rythme dans la distribution des vaccins, afin d'enrayer la pandémie, qui progresse avec l'émergence du variant Omicron, et le risque de ralentissement économique qui pointe. «La priorité demeure de s'assurer que les vaccins sont produits et distribués le plus rapidement possible à travers le monde, y compris les doses de rappel», a exhorté l'OCDE dans les conclusions de ses perspectives intermédiaires publiées mercredi. «La reprise restera précaire partout tant que cet objectif ne sera pas atteint», a-t-elle ajouté.

Pas de changement pour l'an prochain

Bien qu'elles ne prennent pas en considération les derniers développements autour du variant Omicron, une nouvelle souche apparue ces derniers jours et dont la gravité sur la santé est encore incertaine, les prévisions de croissance mondiale de l'OCDE ont été revues en légère baisse de 0,1 point à 5,6%, en comparaison avec les précédentes prévisions de septembre. L'activité l'an prochain serait en revanche inchangée, à 4,5%. D'après les analystes d'Oxford Economics, ce nouveau variant pourrait coûter entre 0,25 point de pourcentage à la croissance mondiale l'an prochain, s'il s'avère relativement inoffensif, et plus de 2 points, si une large partie de la population mondiale devait à nouveau se confiner. Dans le sillage de la reprise économique cette année, «des déséquilibres frappants sont apparus», souligne l'organisation



● Sur l'inflation, l'OCDE prévoit que les indices de prix devraient connaître un pic d'ici la fin du premier trimestre prochain. AFP/Photo d'illustration

internationale basée à Paris, entre pays développés d'un côté et pays émergents et en développement de l'autre.

Amélioration pour la France

Ces écarts sont le reflet, selon l'institution, des inégalités dans les systèmes de santé, les politiques publiques, les pénuries de travailleurs dans certains secteurs, et une inflation «plus durable qu'anticipé». Pour la zone euro, l'OCDE prévoit un léger recul de sa prévision de croissance 2021 à 5,2%. Elle table par contre sur une amélioration pour la France avec un PIB en progression de 6,8% cette année (+0,5 point) et 4,2% l'an prochain (+0,2), et pour l'Italie respectivement en progression de 6,3% (+0,4 point) et 4,6% (+0,5). L'Allemagne subit de son côté «des pénuries de matériaux clés» pour son industrie et voit sa prévision reculer de 0,5 point l'an prochain à 4,1% mais se stabiliser à 2,9% cette année. Le Royaume-Uni affiche un léger rebond par rapport aux précédentes prévisions, à 6,9% mais un recul pour 2022 à 4,7%. L'investissement reste soumis aux incertitudes, affirme l'OCDE, tandis que la hausse des droits de douane liés au Brexit pèse sur les importations et les exportations.

Baisse des attentes aux États-Unis

Du côté des États-Unis, après avoir nettement revu en baisse la perspective américaine en septembre, l'OCDE a de nouveau abaissé ses attentes, cette fois à 5,6% cette année et 3,7% l'an prochain. «Le retrait actuel du soutien budgétaire a maintenant un impact négatif», justifie-t-elle, constatant toutefois que le niveau d'épargne reste élevé dans le pays. En Asie, après avoir connu un début d'année solide sur fond de réouverture de l'économie mondiale et de reprise des exportations, la Chine «a marqué le pas au cours du deuxième semestre», affirme l'OCDE qui entrevoit 8,1% de croissance cette année et 5,1% l'an prochain, en recul de 0,4 et 0,7 point. Sur l'inflation, autre grande crainte du moment, l'OCDE prévoit que les indices de prix devraient connaître un pic d'ici la fin du premier trimestre prochain dans la majorité des pays avancés et émergents, avant de reculer graduellement. L'institution prévoit par ailleurs qu'une partie des difficultés d'approvisionnement devrait se dissiper dès la fin d'année.

(AFP)

Zara

La fille du fondateur va prendre la tête du groupe

Marta Ortega, fille du multimilliardaire Amancio Ortega, va prendre la présidence du groupe fondé par son père, à l'occasion d'un vaste renouvellement à la tête du géant du prêt-à-porter.

Le conseil d'administration d'Inditex a approuvé la nomination de Marta Ortega Pérez en tant que présidente du groupe», a annoncé mardi l'entreprise espagnole dans un communiqué. Il s'agit d'un changement d'ère en douceur pour le leader mondial de l'habillement: âgée de 37 ans, la fille du fondateur Amancio Ortega remplacera à ce poste Pablo Isla, qui avait été nommé à la présidence d'Inditex par son père en 2011. Sa prise de fonction, soumise au vote des actionnaires, sera effective «à compter du 1er avril 2022», précise l'entreprise.

Héritière naturelle

Inditex ne précise pas les raisons du départ de Pablo Isla, réputé proche d'Amancio Ortega. Selon le communiqué, qui évoque un processus de «renouvellement générationnel», ce changement a néanmoins été décidé «à l'initiative» de Pablo Isla et d'Amancio Ortega lui-même. Marta Ortega, née le 10 janvier 1984 de l'union entre Amancio Ortega et sa deuxième épouse Flora Perez, a occupé depuis 15 ans plusieurs postes à responsabilité dans le groupe fondé par son père, aux côtés duquel elle s'affiche régulièrement. Elle était considérée par beaucoup comme son héritière naturelle.

Vaste réorganisation

«Je serai toujours là où l'entreprise a besoin de moi», avait-elle fait savoir lors d'une rare interview accordée en août 2021 au «Wall Street Journal», qui avait relancé les spéculations sur son avenir à la tête du groupe. «J'aimerais être près du produit. C'est ce que mon père a toujours fait», avait-elle ajouté. La nomination de



● Marta Ortega et son père, Amancio Ortega, fondateur du géant de l'habillement Inditex, qui possède notamment Zara et Bershka, sur une photo prise en juillet 2016. AFP

Marta Ortega s'accompagne d'une vaste réorganisation à la tête d'Inditex, avec la création d'un «comité de direction» composé de «cadres provenant de différents secteurs d'activité» du géant de l'habillement et ayant «une large expérience dans le groupe». «J'ai toujours dit que je consacrerai ma vie à développer l'héritage de mes parents, en regardant vers l'avenir mais aussi en tirant les leçons du passé, au service de l'entreprise», a assuré de son côté Marta Ortega, également citée dans le communiqué. «Je vis cette entreprise depuis mon enfance et j'ai beaucoup appris de tous les grands professionnels avec qui j'ai travaillé au cours des quinze dernières années», a-t-elle ajouté.

Success story

Marta Ortega sera secondée par Oscar García Maceiras, nommé directeur général d'Inditex, avec «effet immédiat», souligne le communiqué. La mise en place de cette nouvelle équipe de direction a cependant été accueillie avec peu d'enthousiasme par les marchés. L'action Inditex a ainsi perdu 5% en début de séance à la Bourse de Madrid, avant de réduire légèrement ses pertes à 4,5% en

fin de matinée. Inditex, fondé en 1985 par Amancio Ortega, un fils de cheminot ayant commencé à travailler à l'âge de 13 ans comme simple vendeur de chemises, est le premier groupe de mode bon marché au monde, devant le suédois H&M.

Immense fortune

Présent sur les cinq continents, il possède huit marques de prêt-à-porter, dont Zara, Stradivarius, Bershka et Massimo Dutti, et plus de 6500 boutiques implantées dans les avenues commerçantes les plus prisées. La réussite du groupe a fait la fortune de son fondateur, dernier-né d'une famille de quatre enfants et souvent considéré comme le père de la «fast fashion». Selon le magazine américain «Forbes», son patrimoine est évalué à 67 milliards d'euros (près de 70 milliards de francs). Depuis 2011, Amancio Ortega n'a plus de rôle exécutif au sein d'Inditex. Mais il continue, selon son entourage, de se rendre régulièrement au siège de son entreprise, à Arteixo, ville de 30'000 habitants située à une quinzaine de kilomètres de La Corogne, dans le nord-ouest de l'Espagne.

(AFP)

Aviation

Successeur d'Alitalia, ITA commande 28 Airbus

Le nouveau transporteur transalpin a annoncé mercredi une commande pour un prix catalogue de près de 4,9 milliards de francs auprès de l'avionneur européen.

Italia Trasporto Aereo (ITA), la nouvelle compagnie aérienne publique italienne née des cendres d'Alitalia, a passé une commande ferme de 28 avions à Airbus, a annoncé mercredi le constructeur européen. Cette commande porte sur 7 monocouloirs A220, 11 A320neo et 10 long-courriers A330neo, confirme le protocole d'accord annoncé le 30 septembre. Au dernier

prix catalogue publié en 2018 par l'avionneur mais jamais appliqué dans la réalité en raison des rabais accordés, la transaction s'élève à près de 4,7 milliards d'euros (environ 4,9 milliards de francs).

Modernisation de la flotte

«En outre, la compagnie aérienne italienne poursuivra ses projets de location d'A350 pour compléter la



modernisation de sa flotte», ajoute Airbus dans un communiqué. ITA, dont les vols

ont commencé le 15 octobre, avait signé fin septembre un accord avec la compagnie de

location d'avions Air Lease Corporation (ALC) pour 31 appareils Airbus de nouvelle génération supplémentaires, court, moyen et long-courriers.

Soutien de Rome

En grande difficulté financière, Alitalia avait été placée sous tutelle de l'administration publique en 2017 mais sa situation s'est encore dégradée sous l'effet de la

crise du Covid-19 qui a mis à terre plusieurs compagnies aériennes dans le monde. L'État italien avait approuvé fin juillet l'injection de 700 millions d'euros de fonds dans ITA, fondée en 2020. Après cette injection initiale, ITA devrait bénéficier de deux autres augmentations de capital en 2022 et 2023, portant le total à 1,35 milliard d'euros.

(AFP)

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Africa Investment Forum 2021	1-3 décembre 2021	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://www.afdb.org/fr/news-and-events/events/africa-investment-forum-2021-accelerating-transformative-investments-africa-45978
Conférence économique africaine	2 au 4 décembre 2021	Cap Vert	https://www.africa.undp.org
Forum des experts en planification énergétique en Afrique EMP-A	22 Novembre - 10 Décembre 2021	Virtuel	inquiries@optimus.community
Session du Comité intergouvernemental des Hauts Fonctionnaires et Experts	6 - 10 Décembre 2021	Brazzaville, Congo	Email: akara@un.org , Tél. (237) 222 50 43 48
Session du Comité intergouvernemental des Hauts Fonctionnaires et Experts d'Afrique Centrale	6 - 10 Décembre 2021	Brazzaville, Congo	akara@un.org Tél. (237) 222 50 43 48
Atelier de clôture de WISER panafricain	9 - 10 Décembre 2021	Nairobi, Kenya	Néant
Réunion du Comité du développement du secteur privé, de l'intégration régionale, du commerce, de l'infrastructure, de l'industrie et de la technologie	9 - 10 Décembre 2021	Virtuel	https://www.uneca.org/fr/events/d%C3%A9veloppement-du-secteur-priv%C3%A9-et-des-finances%2C-int%C3%A9gration-r%C3%A9gionale-et-commerce%2C
Forum régional africain sur le développement durable	3 - 5 Mars 2022	Rwanda, Kigali	https://uneca.org/fr/huiti%C3%A8me-session-du-forum-r%C3%A9gional-africain-sur-le-d%C3%A9veloppement-durable/%C3%A0-propos-du-fradd-2022
Forum régional africain sur le développement durable	3 - 5 Mars 2022	Rwanda, Kigali	https://uneca.org/fr
9ème édition du Sommet Africités	17 au 21 mai 2022	Kisumu, Kenya	https://www.uclga.org/?lang=fr

HOROSCOPE finance

Bélier Neptune et Uranus influenceront votre secteur argent. Conséquence : vous devriez rester assez vigilant. Ces deux planètes sont plutôt positives, mais il faut toujours se méfier de possibles imprévus avec Uranus, et d'erreurs dans les comptes ou les factures avec Neptune. Tout ira bien si vous ne vivez pas sur le fil du rasoir. Si vous êtes prévoyant, vous vous en sortirez quoi qu'il arrive ; mais les imprudents qui videront leur compte en banque pourront ensuite avoir quelques petits problèmes.

Taureau Vos finances vont bénéficier d'une belle protection astrale, puisque c'est le Soleil, astre puissant et bénéfique, qui influencera l'un de vos secteurs d'argent. Ce visiteur devrait vous valoir une période faste avec, pour certains d'entre vous, une véritable embellie, due à une prime ou à une rentrée d'argent inattendue.

Gémeaux Vous envisagez de changer de résidence ? Une affaire immobilière intéressante devrait se présenter aujourd'hui. Ne laissez pas cette occasion vous passer sous le nez.

Cancer Il faut se rappeler que la plupart des vraies joies en ce monde sont allergiques à l'argent. C'est pour ces raisons qu' "il est aussi mauvais d'avoir de l'argent que de n'en avoir pas" (Lucius Florus). On peut parfaitement vivre heureux avec peu à condition, bien entendu, de savoir choisir ses objectifs et de faire preuve d'imagination dans le choix des moyens pour y parvenir.

Lion Votre situation financière s'améliorera aujourd'hui et évoluera vers une plus grande stabilité. Soyez désormais plus responsable et mieux réfléchi dans ce domaine si vous voulez conquérir la confiance d'autrui avec une plus grande facilité. Observez la plus grande prudence en ce qui concerne les associations financières, et veillez à bien vérifier les clauses de vos accords avant de vous engager.

Vierge Limitez vos dépenses ; ne faites pas le gros achat que vous envisagez depuis quelque temps, malgré les diverses incitations de la part du vendeur. Évitez les jeux de hasard, même les plus anodins, parce qu'ils sont aptes à diminuer votre détermination en vous faisant entrevoir la facilité. Avancez résolument et avec optimisme : le succès total est au bout du chemin.

Balance Sous l'influence d'Uranus en bel aspect, vous déciderez de prendre en main la gestion des finances familiales, et vous trouverez des solutions expéditives à vos problèmes. Chance au jeu accrue ; n'oubliez pas de consulter votre nombre de chance.

Scorpion N'oubliez pas de mettre vos comptes à jour, et assurez-vous que vous avez bien payé toutes vos factures. Sinon, vous risquez d'avoir de mauvaises surprises et de payer très cher votre étourderie.

Sagittaire Le goût de la possession, l'ardeur de la thésaurisation se trouveront exaltés au cours de cette journée. Votre sens des affaires sera aigu et subtil, capable de vous aider à mener à bien de splendides acquisitions. Le moment sera également propice aux transactions sur les objets d'art.

Capricorne Avec l'influence de Vénus dans votre Ciel, vous pourriez bénéficier de la générosité d'un membre de votre famille. Il vous aiderait ainsi à réaliser plus tôt que prévu un projet d'envergure. Cependant, un aspect négatif de Vénus risque de provoquer quelques discussions animées à ce sujet.

Verseau Pensez à assurer votre logement si ce n'est déjà fait. Même si vous avez l'impression de ne rien avoir d'extraordinaire pour attirer les cambrioleurs, n'oubliez pas que le risque d'incendie ou d'inondation est bien plus fréquent que le cambriolage. Ces sinistres peuvent causer des dégâts chez vos voisins et vous en serez tenus responsables.

Poissons Avec la Lune dans votre secteur d'argent, vous devrez une fois de plus rester prudent sur le plan financier, car des mauvaises surprises sont à prévoir. Il est possible qu'une rentrée d'argent sur laquelle vous comptiez se fasse attendre, ou que vous soyez obligé de rembourser des emprunts plus rapidement que prévu.

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Email : leconomistetogo@gmail.com
Site web: www.leconomistedutogo.com
REC N°0602/11/12/19/HAAC
Adresse: AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)
Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général

Léonard DOSSOU

Administrateur délégué

Anicet Carlos Oké

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Joël YANCLO
00228 97 78 79 07

Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAKPABEM

Junior OREDOLA

Direction commerciale

Madjé Wellida AKUE

00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Giséle NOUDAÏKPON

Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage: 5000



AVIS DE RECRUTEMENT

La Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), Etablissement public à caractère international est l'institution spécialisée de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), chargée du financement du développement des Etats membres (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo). Son Siège social est sis au 68, Avenue de la Libération, BP 1172 Lomé (Togo), Fax n° (228) 22 21 72 69 / 22 21 52 67, Téléphone : (228) 22 21 42 44 / 22 21 59 06.

Dans le cadre du renforcement de ses effectifs, la Banque recrute

UN (01) RESPONSABLE DU DOMAINE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE

Sous l'autorité du Directeur du Département des Infrastructures et de l'Economie Numérique, il (elle) devra contribuer à (i) la formulation et au suivi de la mise en œuvre des politiques favorisant le développement de l'économie numérique au sein des pays de l'UEMOA, (ii) l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie de transformation digitale de la Banque.

A – MISSIONS PRINCIPALES

Le (la) Responsable du domaine de l'Economie Numérique aura pour mission de :

- – contribuer à la mise en place d'un cadre politique et réglementaire pour le développement des Télécommunications, de l'Information et de la Communication (TIC) en vue de promouvoir l'économie numérique dans les pays de l'UEMOA ;
- – contribuer à l'élaboration et assurer le suivi de la mise en œuvre d'une stratégie régionale de la BOAD, de promotion des services numériques dans les pays membres ;
- – contribuer à la mise en place d'un cadre sur la cyber sécurité et la cybercriminalité pour un environnement cybernétique plus sûr dans l'espace de l'UEMOA ;
- – proposer une stratégie de gouvernance, de protection et de gestion des données ;
- – appuyer les Etats dans le développement des e-services publics ;
- – conduire l'élaboration de la stratégie de digitalisation des activités et des services de la BOAD ;
- – appuyer la mise en œuvre de l'opérationnalisation digitale du fonctionnement de la Banque, pour lui permettre de gagner en efficacité et en agilité ;
- – encourager la mise en place de plateformes numériques partagées (cloud, gouvernance des données, identité numérique, etc.) pour l'échange d'informations et de meilleures pratiques entre les experts des Etats clients ;
- – participer aux campagnes de mobilisation de ressources dédiées au financement du secteur du numérique ;
- – participer à l'élaboration des approches novatrices dans les interventions de la Banque au niveau des différents secteurs ;
- – développer un plan de travail annuel pour servir les objectifs stratégiques de la Banque dans ce domaine et assurer le leadership des projets au sein du Domaine ;
- – assurer la constitution du savoir-faire et de l'expertise de la BOAD dans la région et dans le Domaine (contribution à la rédaction d'articles, participation aux rencontres sur le sujet) ;
- – organiser l'identification, la préparation, l'évaluation de projets – contribuer aux négociations des prêts, assurer le suivi de l'exécution des projets et réaliser les missions de fin d'exécution ;
- – favoriser la création ou renforcer les concours aux véhicules spécifiques de soutien/financement des PME/PMI.

B – Profil EXIGE

- Etre titulaire d'un Bac + 5 en Sciences des Technologies, Télécommunications ou autre discipline connexe. Justifier d'au moins 10 ans d'expérience professionnelle pertinente (expérience régionale avérée en matière de régulation et de programmes régionaux de développement de l'économie numérique avec les Etats, les partenaires au développement et le Secteur privé), dont au moins cinq (5) à des postes de Management.
- Disposer d'une expérience avérée en matière de régulations et de programmes régionaux de développement de l'économie numérique avec les Etats, les partenaires au développement et le secteur privé. Disposer d'une excellente compréhension des enjeux dans l'industrie des télécommunications et l'économie numérique et être au fait des dernières innovations et des pratiques dans le secteur.
- Avoir géré des projets à caractère régional et disposer d'une bonne connaissance des enjeux de développement économique et social en Afrique, particulièrement en Afrique de l'Ouest. Avoir une très bonne capacité à élaborer des stratégies, à analyser les risques et une aptitude à convaincre et mener des projets transformatifs. Avoir une expérience en management et gestion des équipes.
- Des aptitudes en mobilisation des ressources et une qualification ou une certification en Gestion des Projets seraient un atout
- Avoir un esprit entrepreneurial et être force de propositions. Justifier d'une excellente capacité orale et rédactionnelle avoir l'intelligence des situations et une bonne stabilité émotionnelle.

II- DOSSIER DE CANDIDATURE

Le dossier de candidature devra contenir une lettre de motivation et un curriculum vitae (CV) détaillé et devra être envoyé par mail (acquisitionstalents@boad.org), à l'attention de Monsieur le Directeur du Capital Humain, au plus tard le 13 décembre 2021 à 17h30 TU.

N.B. :

- Les dossiers incomplets, non conformes ou parvenus hors délai, ne seront pas examinés. Seuls les candidats retenus pour les tests seront contactés par la Banque.
- Les candidatures féminines sont fortement encouragées.

Présentation du pass vaccinal pour l'accès aux lieux de culte

La mesure entre en vigueur le 10 décembre prochain

Le ministre de l'administration territoriale, de la décentralisation et du développement du territoire, Payadowa Boukpéssi a dans un communiqué rendu public le jeudi 2 décembre 2021, prorogé la date d'entrée en vigueur de la présentation du pass vaccinal pour l'accès au lieu de culte.

● Bernard AFAWOUBO

La date butoir de la présentation du vaccinal pour l'accès aux lieux de culte initialement prévu sur ce vendredi 3 décembre 2021 vient d'être repoussée au 10 décembre prochain, c'est ce qui ressort d'un communiqué rendu public par le ministre d'Etat, ministre de l'administration territoriale, de la décentralisation et du développement du territoire, Payadowa Boukpéssi. Selon le communiqué, cette prorogation au 10 décembre 2021 de la date d'entrée en vigueur de cette mesure prise par le gouvernement, fait suite aux inquiétudes soulevées par les acteurs concernés relativement au délai imparti pour l'obtention de pass vaccinaux. « Cette prorogation



permettra aux fidèles des différentes communautés religieuses et aux responsables des lieux de culte de prendre les dispositions pratiques pour se conformer à cette mesure » indique le communiqué. « Les agents du Groupe Mixte de surveillance (GSM) seront déployés pour effectuer le contrôle,

de concert avec les équipes d'accueil des différents lieux de culte à partir de cette date du 10 décembre 2021 » précise le communiqué. Pour rappel, cette mesure fait partie des mesures prises par le gouvernement pour limiter la propagation de la pandémie liée à coronavirus dans le pays.

Tottenham

Antonio Conte compte beaucoup sur Hugo Lloris

En conférence de presse après la victoire contre Brentford (2-0), l'entraîneur de Tottenham Antonio Conte a couvert d'éloges son gardien de but et capitaine Hugo Lloris, sous contrat avec les Spurs jusqu'à l'été prochain.

« Je viens juste d'arriver. Je ne suis là que depuis un mois. En ce moment, bien sûr, nous avons plusieurs situations à résoudre. Hugo Lloris est le capitaine de cette équipe. Il est le capitaine de l'équipe de France aussi. Nous parlons d'un gardien de but de classe mondiale. » « Aujourd'hui, il est très concentré, et il sait très bien que nous devons maintenant essayer de faire de notre mieux, a ajouté le technicien italien, avant de poursuivre. Moi en tant qu'entraîneur, Hugo en tant que gardien de but et tous les joueurs doivent être performants, à un haut niveau.



● Hugo Lloris à l'entraînement avec Tottenham ©Maxppp

Nous aurons le temps de parler de lui. Je le considère comme un joueur important pour Tottenham, pour son expérience et parce qu'il est d'abord un bon gardien de

but. Il joue depuis de nombreuses années avec Tottenham et il est toujours investi pour ce club.»

Avec footmercato.net

Colloque international

La Côte d'Ivoire abrite le siège du ROGAM - CEDEAO

Abidjan, la capitale ivoirienne a abrité du 29 au 30 novembre 2021, un colloque international sur l'aide publique aux médias. Cette rencontre financée par le Fonds de soutien et de développement de la presse (FSDP) est axée autour du thème « Quelles stratégies d'appui durable au développement des médias dans l'espace CEDEAO? ».

● Eyram AKAKPO

Ouvrant le colloque, le ministre ivoirien de la Communication, des Médias et de la Francophonie, Amadou Coulibaly, parlant de son pays a indiqué que « Pour le Gouvernement de Côte d'Ivoire, le développement d'une presse libre, indépendante économiquement est la clef de voûte de la démocratie. C'est d'ailleurs, le cœur des ambitions du Président de la République, Son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA pour notre secteur. C'est tout naturellement qu'une politique d'appui constant est mise en œuvre pour soutenir la presse. Cette aide se justifie d'autant plus que la presse exerce une mission de service public, celle de véhiculer la culture et les connaissances entre les concitoyens, entre les peuples ». Il a par ailleurs souligné que, l'aide apportée au secteur de la presse privée est évaluée en 10 ans à plus de 10 milliards de francs CFA. Cette réunion qui a rassemblé 11 pays de la CEDEAO et la France, a permis la mise en place du Réseau des organismes de gestion de financement et aide aux médias (ROGAM) de l'espace communautaire. L'assemblée générale constitutive des membres fondateurs ROGAM - CEDEAO a adopté par acclamation la décision de nomination N'Guessan Bernise, directeur exécutif du Fonds de soutien et de



développement de la presse (FSDP), Côte d'Ivoire, en qualité de Secrétaire permanente et lui a donné tout pouvoir à l'effet d'accomplir toutes formalités légales et pour les besoins desdites formalités, de signer tout acte en donnant bonne et valable décharge. La Côte d'Ivoire abrite, selon la décision de cette instance, le siège de ce réseau. Il faut préciser que c'est le secrétaire de séance, Wanignon Seth Evariste Hodonou, président du Conseil national du patronat de la presse et de l'audiovisuel du Bénin (CNPA Bénin), qui a donné lecture du procès verbal de l'assemblée générale constitutive. La séance était présidée par M. Babaka Casimir Badjibassa, président de la Commission technique de gestion

et de suivi de l'aide de l'Etat à la presse du Togo. Ag Ibrahim Mohamed, Directeur Général du Fonds d'appui à la presse privée du Burkina-Faso (FAPP), a été nommé par acclamation en qualité de Président du ROGAM - CEDEAO pour un mandat de 2 ans non renouvelable. Ousseynou Dieng, Directeur de la Communication du Ministère de la Culture et de la Communication (Sénégal) - Administrateur du Fonds d'appui et de développement de la presse (FADP) a été nommé par acclamation en qualité de vice-président du ROGAM-CEDEAO pour un mandat de 2 ans non renouvelable. Le Cabinet Deloitte Côte d'Ivoire, a été désigné en qualité de commissaire aux comptes du ROGAM - CEDEAO.



Baromètres Togo

Principaux pays partenaires

Principaux clients (% des exportations)	2017
Burkina Faso	17,9%
Bénin	14,3%
Ghana	7,6%
Niger	6,4%
Inde	6,1%
Mali	5,7%
Côte d'Ivoire	5,5%
Nigéria	4,8
Emirats Arabes Unis	3,5%
Australie	3,2%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)

Principaux fournisseurs (% des importations)	2017
Chine	19,6%
France	10,8%
Japon	5,1%
Pays-Bas	5,0%
Ghana	4,1%
Inde	3,6%
Belgique	3,2%
Arabie Saoudite	3,2%
Allemagne	3,1%
Nigéria	3,0%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

<https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance>



LE CADEAU **TM**Money AVANT LES FÊTES !



Exemple de frais de retrait en CFA

Montant	Ancien tarif	Nouveau tarif
1 000 F	150 F	8 F
5 000 F	150 F	40 F
15.000 F	450 F	120 F
50.000 F	900 F	400 F
100.000 F	1 800 F	800 F
200.000 F	3 600 F	1600 F

Distributeur Officiel BTCL en Mobile Money

TOGOCOM CHANGE POUR VOUS

Promo valable jusqu'au 31 décembre 2021

togocom.tg

